



**03**

**Les évolutions récentes  
de l'emploi  
et du marché du travail**

---

# L'emploi salarié à la peine depuis 2008

## L'emploi salarié entre 2005 et 2015 : -5,3% en Normandie

Entre 2005 et 2015, la Normandie a perdu près de 40 000 emplois salariés, soit une diminution de 5,3% contre +0,2% pour la France métropolitaine. Sur la période, on recense une évolution négative de l'emploi salarié dans quatre autres régions : Nord-Pas-de-Calais-Picardie (-4,5%), Centre-Val de Loire (-5,6%), Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne (-7,7%), et Bourgogne-Franche-Comté (-8,0%).

Dans ces régions, à l'instar de la Normandie, l'industrie occupe une place importante dans la structure sectorielle de l'emploi salarié ; 27,2% en Normandie seconde région selon ce critère en 2015, derrière Bourgogne-Franche-Comté 29,6% et devant Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine 27,1%. L'évolution de l'emploi salarié de ces régions est donc pénalisée par un important effet de structure.

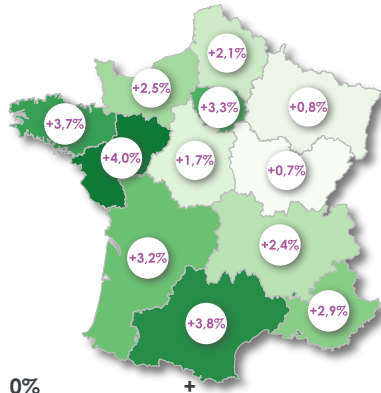
## Une reprise qui se fait attendre depuis la crise financière de 2008

Entre 2005 et 2007, l'emploi salarié connaît une croissance proche de celle observée en métropole : +2,5% contre +2,7%. L'ensemble des secteurs d'activité apporte une contribution positive à l'évolution de l'emploi salarié, à l'exception de l'industrie. Toutefois, si entre 2005 et 2007, on relève une perte de 10 700 salariés dans l'industrie, avec en 2007 une diminution de seulement 300 salariés (contre 6 200 salariés en 2005 et 4 200 salariés en 2006). L'année se concluant ainsi sur une augmentation globale de 2,0%.

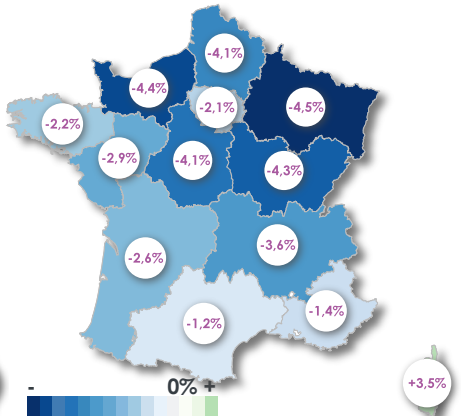
Comme pour les autres régions, la crise financière porte un important coup d'arrêt à la dynamique des années précédentes. Ainsi, entre 2007 et 2009, l'emploi salarié recule de 4,4% en Nor-

## Evolution de l'emploi salarié entre 2005 et 2015

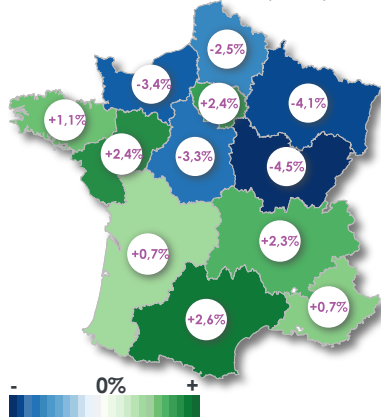
Période 2005T4 à 2007T4 (en %)



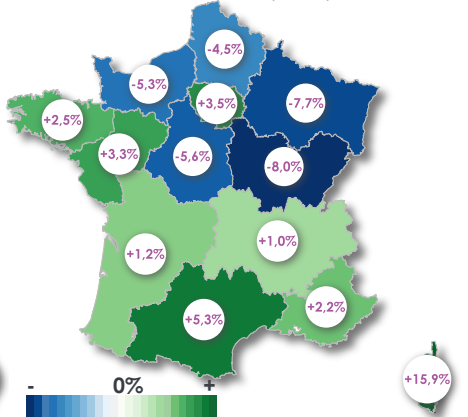
Période 2007T4 à 2009T4 (en %)



Période 2009T4 à 2015T4 (en %)



Période 2005T4 à 2015T4 (en %)



Secteur marchand non agricole, hors particuliers employeurs  
Source : Insee (données CVS)

mandie, contre -2,9% en métropole et -4,5% pour Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne (région qui accuse le plus fort repli). La première année de la crise, l'industrie et l'intérim sont les seuls secteurs touchés, avec respectivement -12 100 et -6 800 salariés, soit un total de -18 900 salariés. En 2009, la diminution est généralisée, et le recul de l'emploi salarié s'accroît pour atteindre -2,5%. A elle seule, l'industrie perd 10 900 salariés, les services marchands 3 200 salariés et l'intérim 2 700 salariés.

En 2010, l'emploi salarié recule à nouveau de 0,4%, et si la majorité des secteurs perd encore des emplois, le total des pertes est néanmoins moins

conséquent : -9 600 salariés. Seul l'intérim retrouve une variation positive (+ 6 600 salariés). L'année 2011 est marquée par une faible diminution des effectifs de l'industrie (-560 emplois), et malgré un résultat décevant concernant l'intérim (-1 500 emplois), les gains enregistrés dans les services marchands (+ 3 800) et le commerce (+ 480) permettent à l'emploi salarié d'augmenter de +0,2%.

L'année 2012 marque un nouveau retrait de 1,4% (-10 500 emplois). Si l'ensemble des secteurs est concerné par cette diminution, et notamment l'intérim (-3 500), à la différence des années 2008-2009, le secteur de la construction apparaît particulièrement atteint.

On y constate une diminution de 1 800 salariés (à titre de comparaison l'industrie perd 2 100 salariés).

En 2013 et 2014, malgré une reprise dans les secteurs de l'intérim et des services marchands, l'emploi salarié recule encore, respectivement de 0,9% et 0,8%, compte tenu d'une importante diminution dans l'industrie et la construction. L'année 2015 s'achève sur une évolution de -0,2%.

### La trajectoire des départements normands : d'importants contrastes

Entre 2005 et 2015, on observe à l'échelle des départements, des évolutions de l'emploi salarié très contrastées ; un fort recul dans l'Eure et l'Orne, un recul plus modéré en Seine-Ma-

ritime et surtout dans le Calvados et même une augmentation dans la Manche.

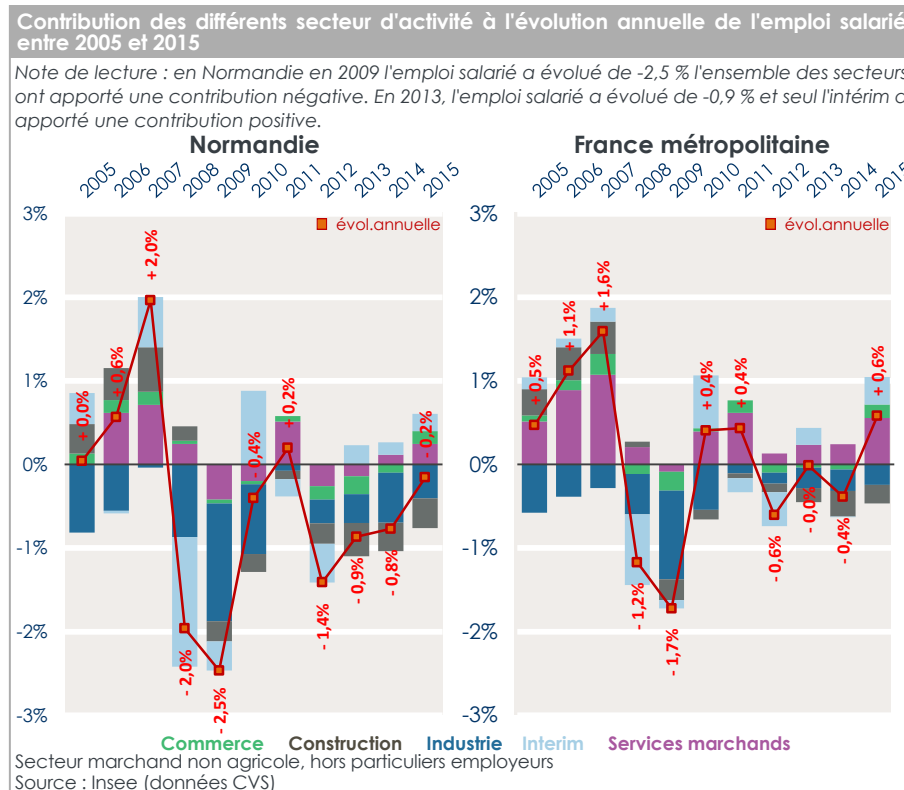
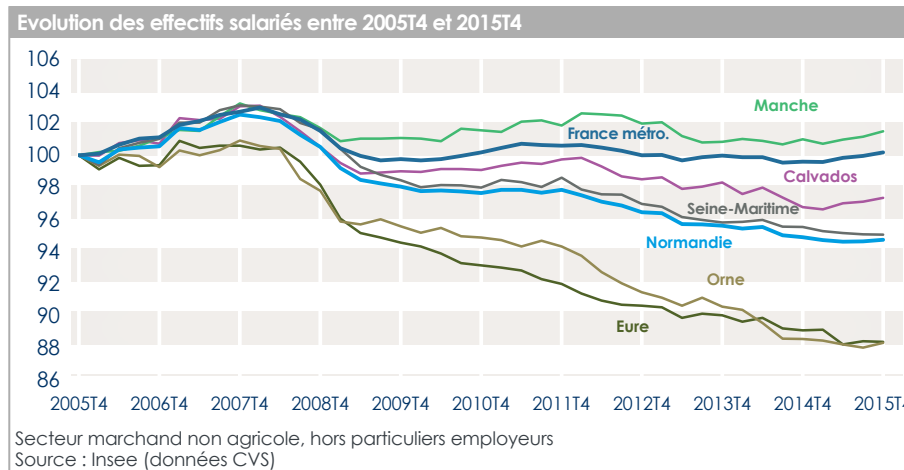
Entre 2005 et 2015, on relève pour les départements de l'**Eure** et l'**Orne** un très fort recul : respectivement 11,6% et 11,7%. L'emploi salarié dans l'industrie, qui occupait une place importante dans la structure sectorielle de chacun d'entre eux en 2005 (38,1% pour l'Eure et 38,4% pour l'Orne), a fortement diminué sur la période (-20,7% pour l'Eure et -17,9% pour l'Orne), et limité la croissance de l'emploi salarié dans son ensemble. Parallèlement, les dégradations des autres secteurs d'activité, notamment de la construction (-10,9% dans l'Eure et -17,7% dans l'Orne), n'ont pas permis de compen-

ser ces importantes pertes. Ainsi, sur la période 2005-2015, pour ces deux départements, seule l'année 2007 connaît une évolution positive.

Avec une diminution de 4,9% entre 2005 et 2015, la **Seine-Maritime** affiche une évolution de l'emploi salarié légèrement plus favorable qu'à l'échelle de la région (-5,3%). Sur la période, les effectifs de l'industrie ont diminué de 19,6% (contre 17,2% en région), si bien que sa part dans l'emploi salarié est passée de 29,9% en 2005 à 25,3% en 2015. Fortement impactés par la crise financière, depuis 2008, les secteurs de la construction et du commerce voient leurs effectifs diminuer chaque année. Les sursauts ponctuels des services marchands (2011 et 2015) et de l'intérim (2010 et 2014) ne sont pas assez importants pour compenser l'ensemble de ces pertes.

Le **Calvados** affiche un recul de l'emploi salarié moins marqué qu'à l'échelle régionale (-2,7% entre 2005 et 2015). Cette situation favorable peut s'expliquer par le dynamisme des services marchands, dont les effectifs augmentent de 9,4% entre 2005 et 2015, et le faible effet de structure lié à l'industrie qui occupe une place moins importante dans l'emploi (24,6% en 2005 et 20,5% en 2015). En conséquence, suite à la crise financière, le Calvados est le seul département à renouer avec la croissance de l'emploi dès 2010, l'année 2015 se concluant sur une augmentation de l'emploi salarié de 0,6%.

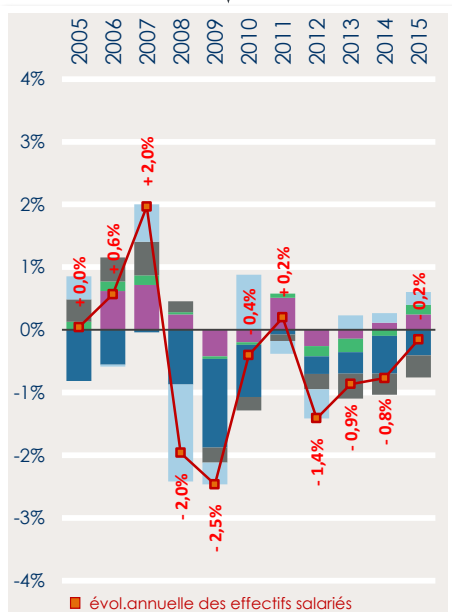
La **Manche** est le seul département à connaître une progression de l'emploi salarié entre 2005 et 2015 : +1,5%. Ce résultat s'explique en partie par la résistance de l'industrie manchoise dont les effectifs salariés n'ont diminué que de 2,5% sur la période, contre plus de 15,0% pour les autres départements. La part de l'industrie dans l'emploi salarié se maintient à 31,1% en 2015. A l'exception d'un repli dans le secteur de la construction, on constate une évolution positive dans les autres secteurs notamment dans l'intérim (+7,8% entre 2005 et 2015).



Contribution des grands secteurs d'activité à l'évolution annuelle de l'emploi salarié

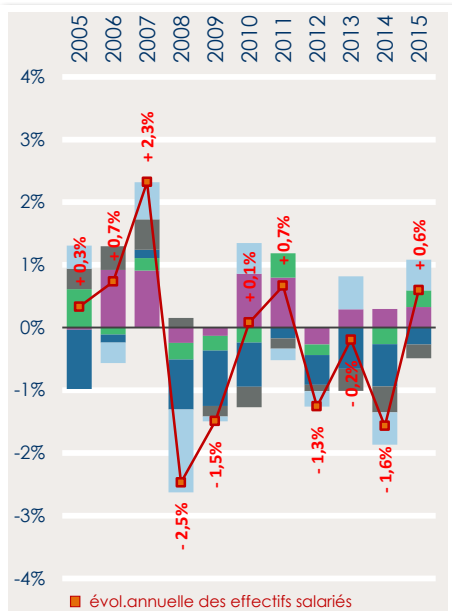
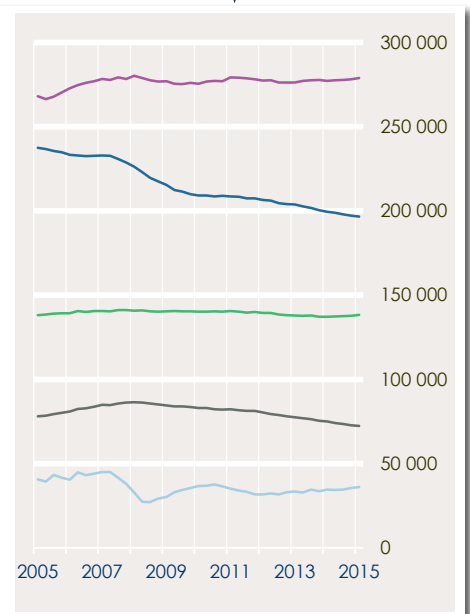
L'emploi salarié entre 2005 et 2015

Evolution de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité en valeur absolue



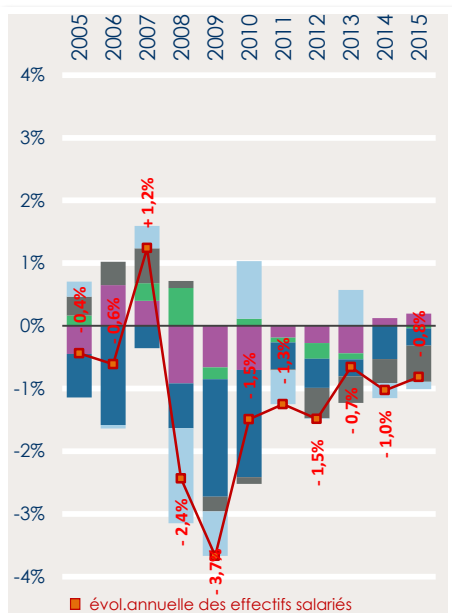
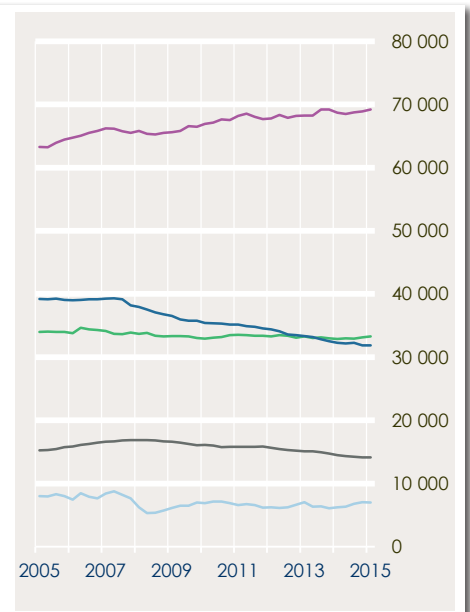
## NORMANDIE

<b>Commerce</b>	138 282 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,8% +1 097
→ évol. 2005-2015 :	+0,1% +113
<b>Construction</b>	72 437 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-3,4% -2 567
→ évol. 2005-2015 :	-7,2% -5 606
<b>Industrie</b>	196 625 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-1,5% -2 939
→ évol. 2005-2015 :	-17,2% -40 853
<b>Intérim</b>	36 124 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+4,3% +1 496
→ évol. 2005-2015 :	-11,2% -4 550
<b>Serv. marchands</b>	278 887 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,6% +1 782
→ évol. 2005-2015 :	+4,0% +10 823
<b>Ensemble</b>	722 356 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,2% -1 130
→ évol. 2005-2015 :	-5,3% -40 073



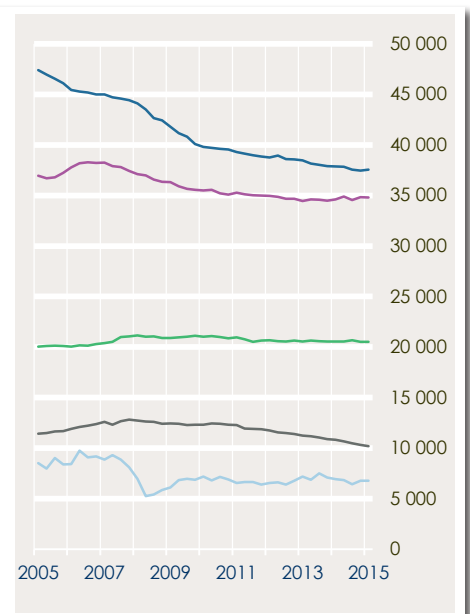
## 14-CALVADOS

<b>Commerce</b>	33 286 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+1,2% +407
→ évol. 2005-2015 :	-2,1% -712
<b>Construction</b>	14 140 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-2,3% -337
→ évol. 2005-2015 :	-7,2% -1 102
<b>Industrie</b>	31 872 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-1,3% -417
→ évol. 2005-2015 :	-18,8% -7 366
<b>Intérim</b>	7 005 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+12,2% +762
→ évol. 2005-2015 :	-12,4% -995
<b>Serv. marchands</b>	69 199 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,7% +507
→ évol. 2005-2015 :	9,4% 5 936
<b>Ensemble</b>	155 502 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,6% +922
→ évol. 2005-2015 :	-2,7% -4 239



## 27-EURE

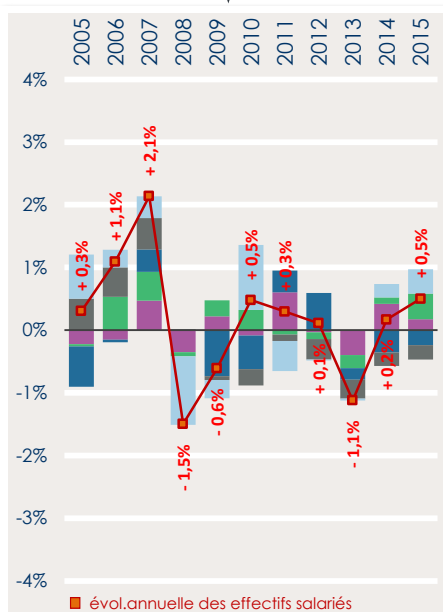
<b>Commerce</b>	20 510 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,2% -47
→ évol. 2005-2015 :	+2,4% +474
<b>Construction</b>	10 191 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-5,9% -641
→ évol. 2005-2015 :	-10,9% -1 250
<b>Industrie</b>	37 562 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,8% -300
→ évol. 2005-2015 :	-20,7% -9 820
<b>Intérim</b>	6 796 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-1,9% -133
→ évol. 2005-2015 :	-20,1% -1 714
<b>Serv. marchands</b>	34 812 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,6% +215
→ évol. 2005-2015 :	-5,8% -2 150
<b>Ensemble</b>	109 871 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,8% -906
→ évol. 2005-2015 :	-11,6% -14 459



## Contribution des grands secteurs d'activité à l'évolution annuelle de l'emploi salarié

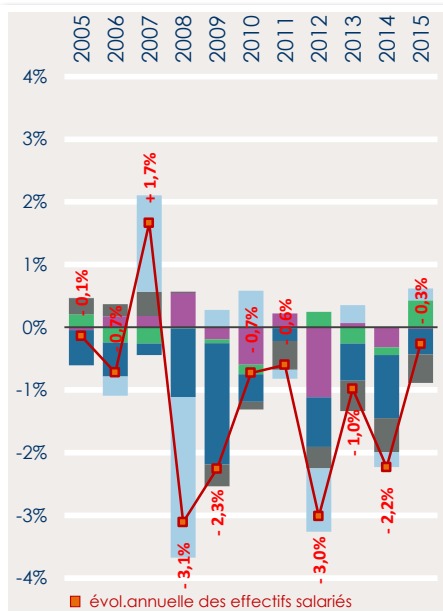
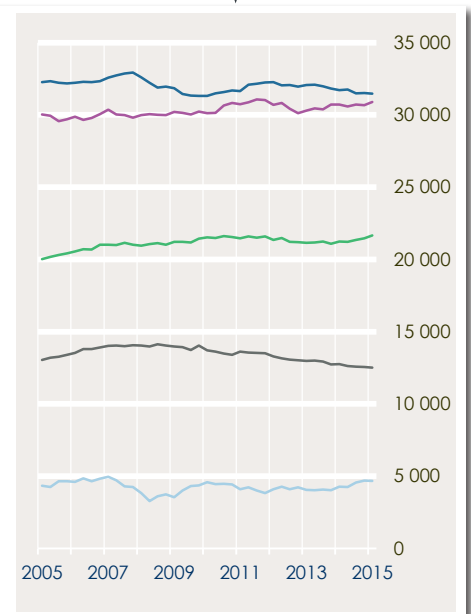
## L'emploi salarié entre 2005 et 2015

## Evolution de l'emploi salarié par grands secteurs d'activité en valeur absolue



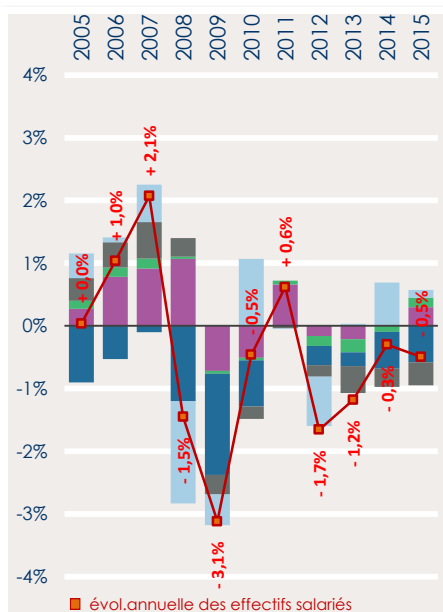
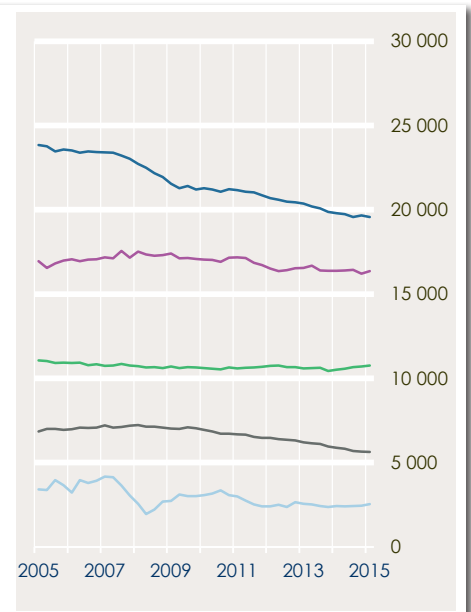
### 50-MANCHE

<b>Commerce</b>	21 658 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+1,9% +412
→ évol. 2005-2015 :	+8,1% +1 630
<b>Construction</b>	12 521 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-1,8% -233
→ évol. 2005-2015 :	-4,1% -531
<b>Industrie</b>	31 474 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,8% -241
→ évol. 2005-2015 :	-2,5% -795
<b>Intérim</b>	4 666 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+9,1% +390
→ évol. 2005-2015 :	+7,8% +337
<b>Serv. marchands</b>	30 894 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,6% +174
→ évol. 2005-2015 :	+2,9% +865
<b>Ensemble</b>	101 213 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,5% +503
→ évol. 2005-2015 :	+1,5% +1 506



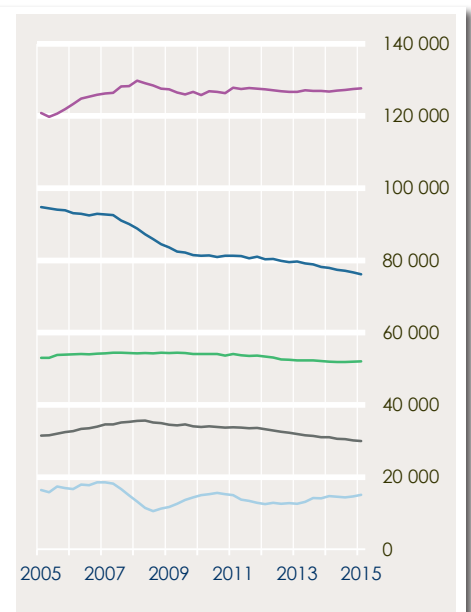
### 61-ORNE

<b>Commerce</b>	10 758 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+2,2% +236
→ évol. 2005-2015 :	-2,7% -299
<b>Construction</b>	5 640 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-4,3% -251
→ évol. 2005-2015 :	-17,7% -1 213
<b>Industrie</b>	19 571 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-1,1% -224
→ évol. 2005-2015 :	-17,9% -4 277
<b>Intérim</b>	2 535 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+4,3% +105
→ évol. 2005-2015 :	-25,7% -875
<b>Serv. marchands</b>	16 361 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,1% -13
→ évol. 2005-2015 :	-3,5% -593
<b>Ensemble</b>	54 865 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,3% -147
→ évol. 2005-2015 :	-11,7% -7 257

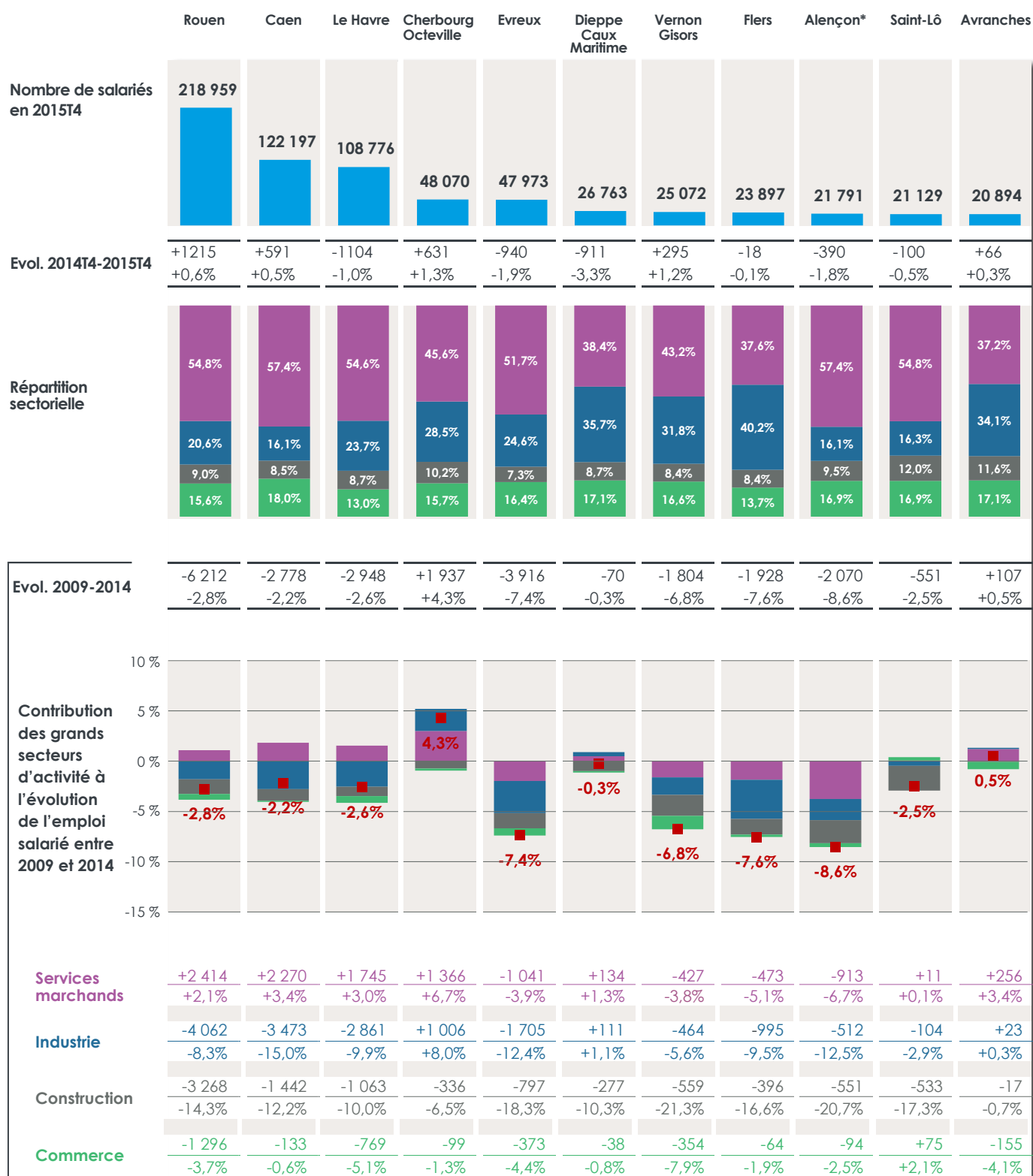


### 76-SEINE-MARITIME

<b>Commerce</b>	52 070 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,2% +89
→ évol. 2005-2015 :	-1,8% -981
<b>Construction</b>	29 945 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-3,6% -1 104
→ évol. 2005-2015 :	-4,8% -1 510
<b>Industrie</b>	76 146 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-2,3% -1 758
→ évol. 2005-2015 :	-19,6% -18 594
<b>Intérim</b>	15 122 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+2,5% +372
→ évol. 2005-2015 :	-7,9% -1 303
<b>Serv. marchands</b>	127 622 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	+0,7% +899
→ évol. 2005-2015 :	+5,6% +6 765
<b>Ensemble</b>	300 905 salariés (2015T4)
→ évol. 2014-2015 :	-0,5% -1 502
→ évol. 2005-2015 :	-4,9% -15 623



# Focus sur l'évolution de l'emploi salarié dans



## Point méthodologique sur les estimations de l'emploi salarié :

Les traitements relatifs à l'évolution de l'emploi salarié réalisés dans la Partie III de ce document reposent sur les estimations trimestrielles produites par l'Insee au niveau départemental. Afin de disposer d'une information sur les zones d'emploi, ce focus a été élaboré à partir des données produites par l'Acoss-Urssaf, qui propose des estimations à l'échelle communale. Cependant, les méthodologies employées par ces deux orga-

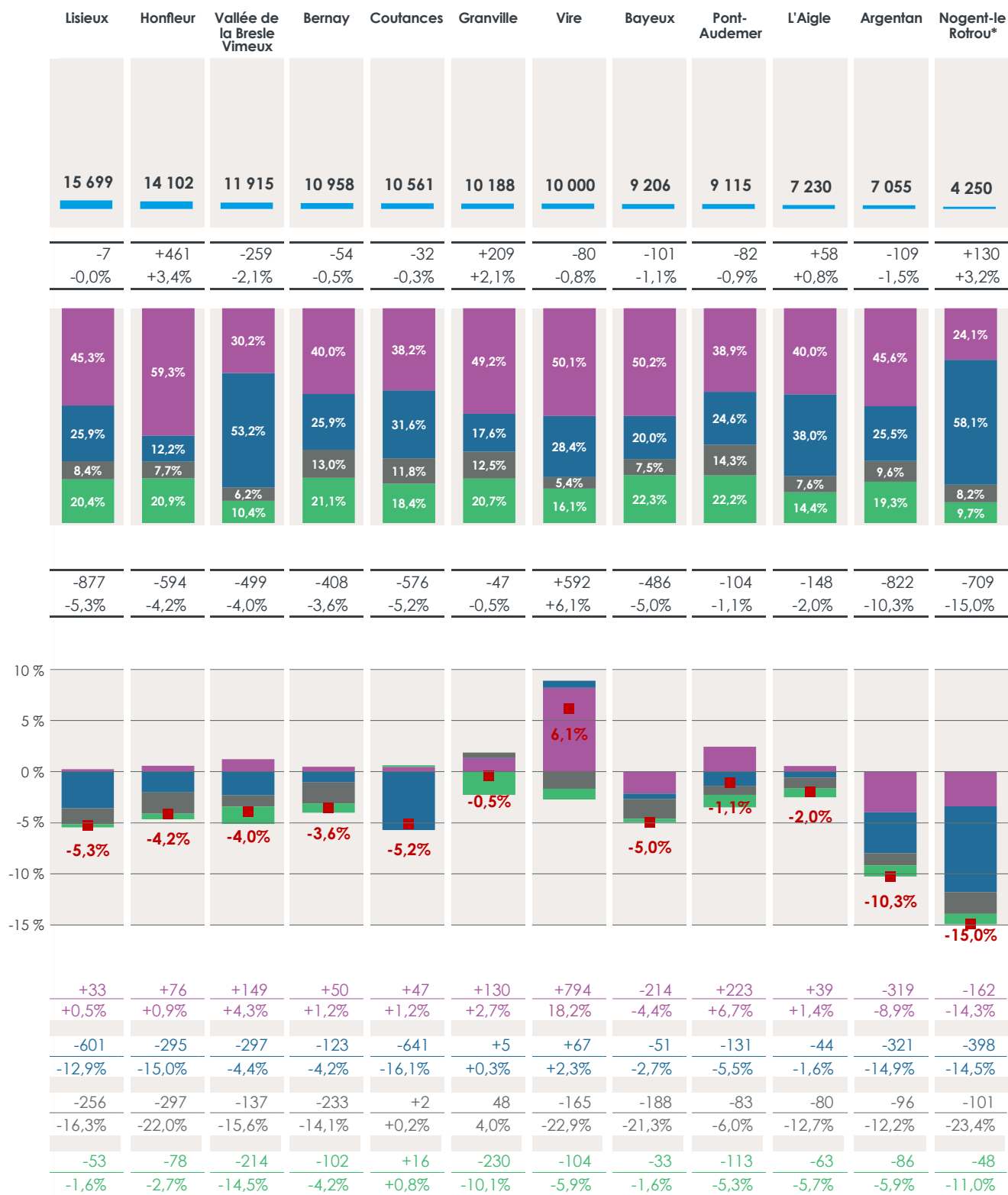
nismes pour réaliser leurs estimations respectives ne permettent aucune comparaison entre elles. Les estimations de l'Insee sont réalisées à partir de sources variées (enquêtes Acemo de la Dares, de l'Unédic et les données des fichiers Epure des Urssaf), et couvrent les champs suivants : secteurs marchands et emploi salarié privé des secteurs non marchands. Concernant l'Acoss-Urssaf, les estimations sont réalisées uniquement à partir

des fichiers Epure et couvrent l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel (sauf les administrations publiques et l'éducation non marchande) et partiellement le secteur agricole. En outre, l'Insee réalise des exploitations statistiques à partir des données Epure et procède notamment, à la différence de l'Acoss-Urssaf, à une réaffectation des données des établissements pour lesquels une déclaration est faite au niveau



# les zones d'emploi

Source : Acof-Urssaf



du siège du groupe auquel ils appartiennent. Par exemple, un réseau d'agences bancaires avec des implantations sur tout le territoire mais dont seul le siège en Ile-de-France gère les salariés et fait la déclaration à l'Urssaf localisé au siège.

## Evolution 2014T4-2015T4 et effectifs en 2015T4 :

Nature des données : brutes  
Champ : divisions 1 à 99 de la NAF 2008, y compris secteur inconnu (code 00).

## Evolution 2009-2014 et structure de l'emploi salarié en 2014 :

Nature des données : brutes au 31/12  
Champ : hors agriculture (divisions 1 à 3 de la NAF 2008) et hors secteur inconnu (code 00).

## Zonage géographique :

Périmètre 2010 des zones d'emploi

\*\* Partie normande des zones de Nogent-le-Rotrou, Vallée de la Bresle Vimeux, et Alençon.

# Une baisse notable des effectifs dans l'industrie entre 2005 et 2015 : -17,2%

Sous l'effet combiné de la crise, des délocalisations, de l'internationalisation croissante des grands groupes et de la concurrence des pays émergents, les effectifs salariés de l'industrie en Normandie comme en France métropolitaine continuent à décroître entre 2005 et 2015. Ainsi sur cette période, la Normandie a perdu près de 41 000 emplois salariés, soit une diminution de 17,2% contre -15,8% pour la France métropolitaine.

## Fabrication de matériels de transport -32,2%

Avec une diminution de 11 600 emplois en 10 ans, la région qui détenait en 2005, 8,5% des effectifs métropolitains de ce secteur, et occupait le 5<sup>e</sup> rang des nouvelles régions selon ce critère, a été rétrogradée à la 9<sup>e</sup> position en 2015. Parallèlement, sa part dans l'ensemble des salariés normands de l'industrie a diminué de 2,8 points pour atteindre 12,5% en 2015. Si l'industrie automobile occupe une place importante dans ce secteur, du fait de la présence de grands constructeurs et de nombreux équipementiers, on relève aussi la présence de nombreux acteurs de la construction aéronautique et navale.

## Fabrication d'autres produits industriels -18,3%

Ce secteur, qui regroupe 48% des salariés normands de l'industrie en 2015, enregistre une diminution de 18,3% (-21 136 emplois) entre 2005 et 2015, contre -21,6% en France métropolitaine. Ce secteur est composé d'activités variées qui témoignent de la diversité des productions industrielles normandes. Néanmoins, on remarque une spécialisation dans les productions chimiques, pharmaceutiques, et du verre.

## Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et raffinage +0,4%

Si ce secteur occupe une part dans les effectifs industriels normands analogue à celle de la fabrication des équipements électriques, informatiques et de machines, il se distingue de ce dernier par une légère augmentation de ses effectifs entre 2005 et 2015. Néanmoins, cette évolution demeure inférieure de 1,8 point à celle enregistrée en France métropolitaine. Ce secteur est marqué par les activités de raffinage mais aussi de productions d'énergie, notamment nucléaire avec la présence des centrales nucléaires de Penly et Flamanville.

Variation de l'emploi salarié de l'industrie entre 2005 et 2015					
Code couleur :	Fab. eq. élec., électr., inf. & machines	Fabrication autres produits industriels	Fab. aliments, boiss. & tabac	Fab. de matériels de transport	Extr., énerg., eau, gest. déch. dépol. & raffinage
< à Fr. métr.					
France métr.					
> à Fr. métr.					
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	-16,6%	-27,9%	-12,4%	-36,4%	-1,1%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	-17,9%	-17,3%	-2,4%	-9,8%	+0,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	-16,4%	-19,2%	-1,7%	-22,0%	+8,5%
Bourgogne-Franche-Comté	-24,2%	-24,4%	-5,5%	-29,5%	-0,9%
Bretagne	-7,6%	-12,4%	-4,2%	-40,0%	-2,1%
Centre	-23,0%	-20,5%	-5,0%	-39,8%	+2,0%
Corse	+33,6%	+11,1%	+10,6%	-2,2%	28,9%
Île-de-France	-18,2%	-26,2%	+2,1%	-18,2%	+1,0%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	-16,2%	-13,5%	-5,3%	23,0%	+7,5%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	-23,4%	-29,9%	-9,3%	-22,8%	-0,3%
<b>Normandie</b>	-24,3%	-18,3%	-3,7%	-32,2%	+0,4%
Pays de la Loire	-19,7%	-13,7%	+0,1%	-10,9%	-3,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-20,0%	-16,7%	-4,2%	29,0%	+6,0%
France métr.	-18,7%	-21,6%	-4,2%	-18,8%	+2,2%

Nomenclature A17 (C1;C2DE;C3;C4;C5) - Secteur marchand non agricole, hors particuliers employeurs Source : Insee (données CVS)



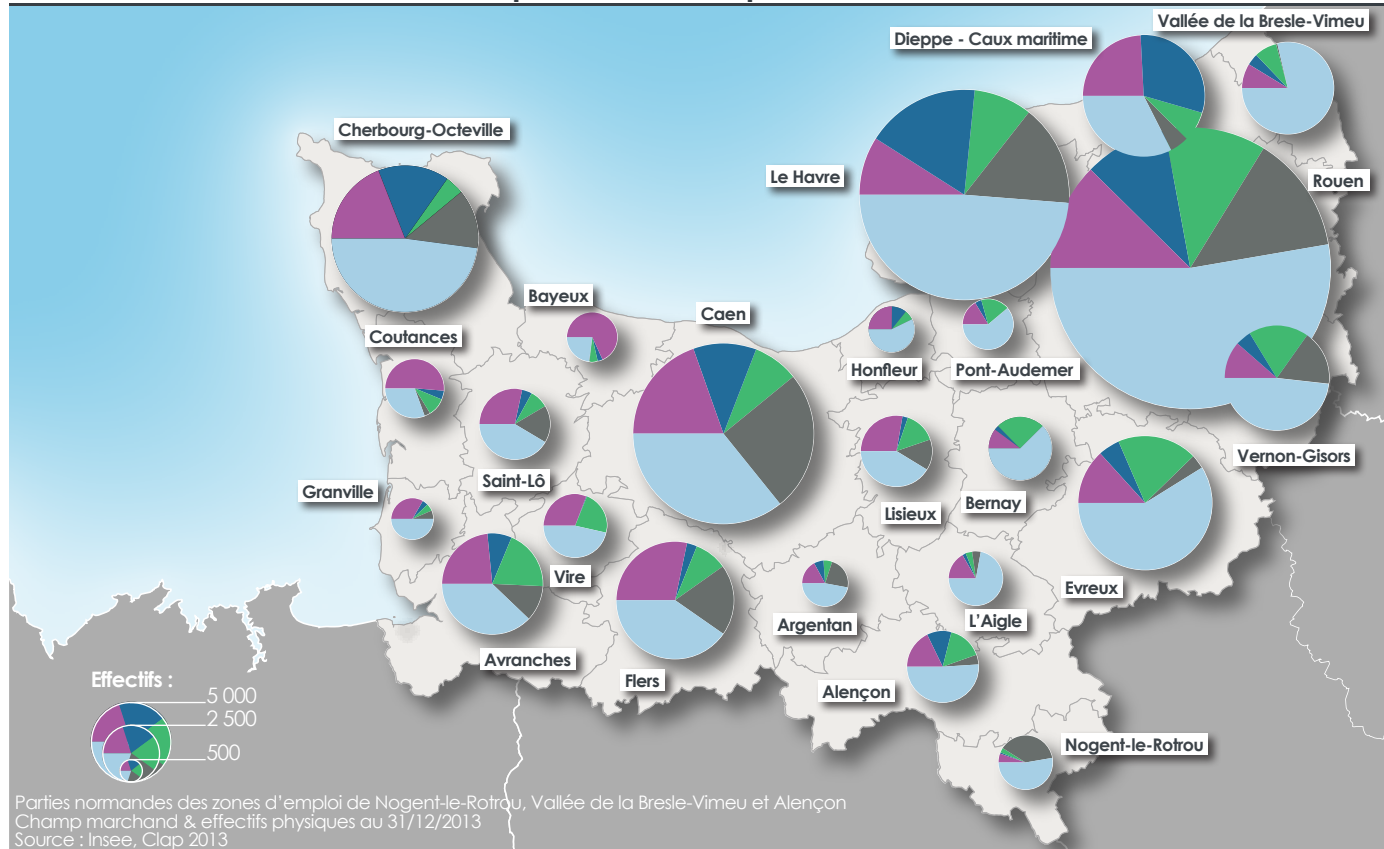
## Fabrication de denrées alimentaires -3,7%

En termes d'emploi, le secteur agroalimentaire affiche une part identique dans l'industrie normande (17,4%) à celle métropolitaine (17,6%). Si les effectifs de ce secteur reculent en Normandie comme en métropole, cette dégradation est plus contenue en région : -3,7% contre -4,2% en France métropolitaine.

## Fabrication d'équipements électriques, informatiques et de machines -24,3%

Ce secteur est sous-représenté en Normandie. Ainsi, il n'emploie en 2015 que 10,8% des salariés de l'industrie, contre 13,6% en France métropolitaine. De surcroît, on observe un recul bien supérieur des effectifs de ce secteur en Normandie qu'à l'échelle métropolitaine, avec respectivement -24,3% et -18,7%.

## Les effectifs salariés de l'industrie par zones d'emploi



## Les effectifs salariés de l'industrie par département en 2015T4

Département	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'équipements électriques, informatiques ; fabrication de machines	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution & raffinage	Fabrication d'autres produits industriels	Ensemble
<b>Calvados</b>	5 040	3 098	2 886	8 246	12 602	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-41,7%	-33,2%	0,7%	-0,5%	-14,9%	-18,8%
<b>Eure</b>	1 962	6 510	2 106	3 671	23 312	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-1,3%	-19,5%	-3,1%	-11,4%	-24,8%	-20,7%
<b>Manche</b>	4 814	2 834	3 263	7 269	13 295	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	+2,1%	-16,9%	+18,6%	-8,1%	-1,4%	-2,5%
<b>Orne</b>	2 801	1 479	1 007	4 691	9 592	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-34,1%	-10,7%	-11,6%	-2,2%	-20,1%	-17,9%
<b>Seine-Maritime</b>	9 915	7 230	13 140	10 305	35 557	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-40,3%	-28,9%	-1,9%	-0,6%	-19,6%	-19,6%
<b>Normandie</b>	24 532	21 151	22 402	34 182	94 358	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-32,2%	-24,3%	+0,4%	-3,7%	-18,3%	-17,2%
<b>France métr.</b>	346 957	424 404	378 088	550 671	1 420 938	Ensemble
Evolution 2005T4-2015T4	-18,8%	-18,7%	2,2%	-4,2%	-21,6%	-15,8%

0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%

Nomenclature A17 - Secteur marchand non agricole, hors particuliers employeurs - Source : Insee (données CVS)

# Une faible croissance des effectifs salariés des activités tertiaires marchandes entre 2005 et 2015 : + 2,7 %

Le nombre de salariés relevant des activités tertiaires marchandes n'a augmenté que de 2,7% entre 2005 et 2015 contre 7,0% en France métropolitaine. Cette faible évolution est partagée avec les régions où l'emploi industriel occupe une place importante (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine +1,3%, Bourgogne-Franche-Comté +1,7%, et Centre-Val de Loire +2,7%).

## Des secteurs d'activité aux trajectoires similaires à celles constatées en France métropolitaine

Sur les huit secteurs qui composent les activités marchandes, cinq d'entre eux connaissent sur la période une évolution positive de leurs effectifs en Normandie comme en France métropolitaine. Cependant, les évolutions en Normandie demeurent toutes inférieures à celles constatées à l'échelle métropolitaine. C'est notamment le cas des autres activités de services, et surtout des activités scientifiques et techniques ainsi que des services administratifs et de soutien, dont l'évolution est la plus faible constatée parmi l'ensemble des régions métropolitaines (+9,8% en Normandie contre +16,1% en métropole).

Un recul de l'emploi salarié est observé à l'échelle normande, comme à l'échelle métropolitaine, dans le secteur du transport et de l'entreposage. Néanmoins, ce repli est plus important dans la région (-3,9% contre -1,0% en métropole), et de manière générale dans les régions où l'emploi industriel est très présent : Centre-Val de Loire -6,1%, Bourgogne-Franche-Comté -6,5% et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine -10,4%.

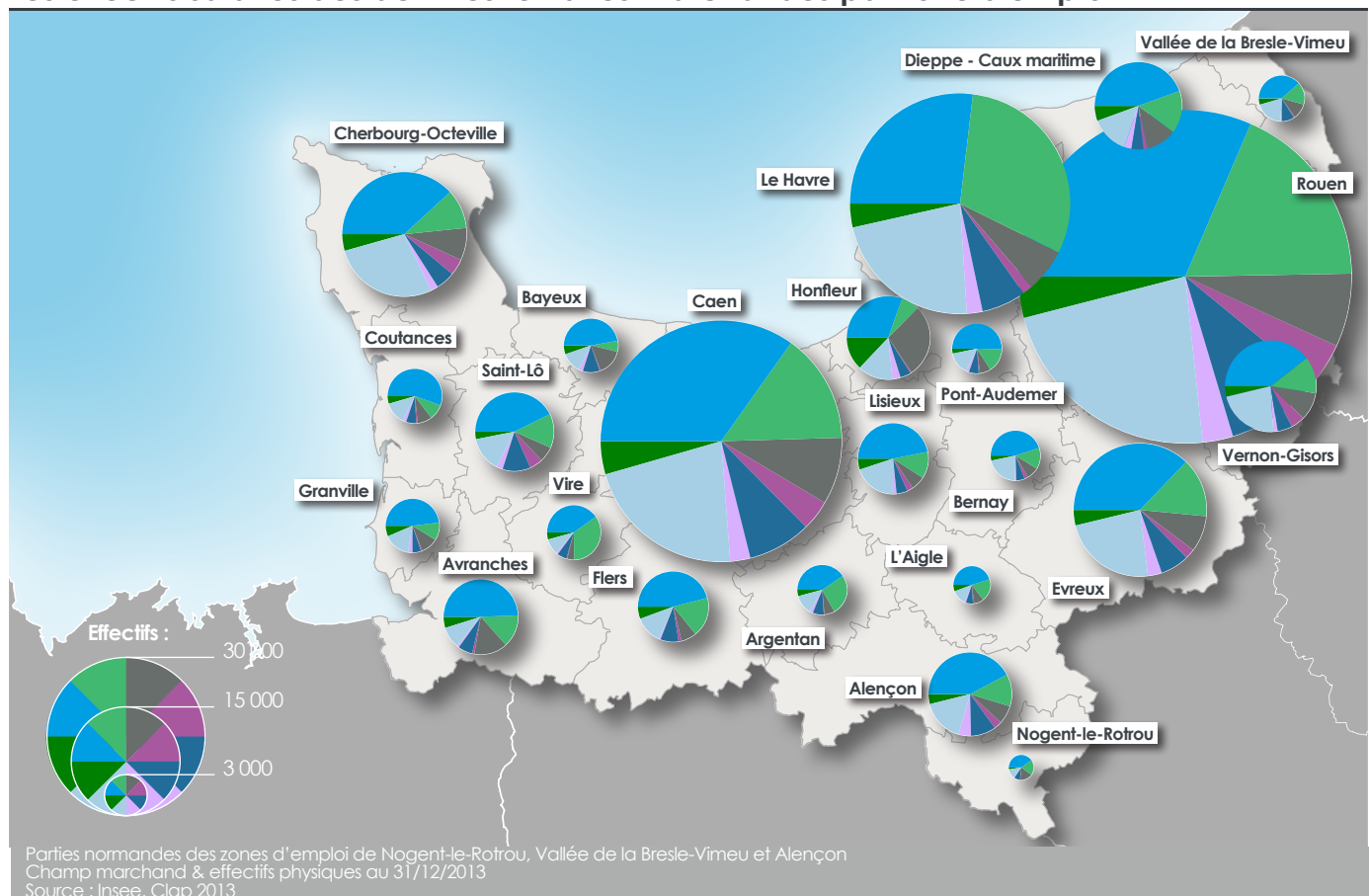
## Des secteurs d'activité aux trajectoires contraires à celles constatées en France métropolitaine

Si on observe à l'échelle métropolitaine et dans la majorité des régions une croissance des effectifs salariés relevant du secteur des activités immobilières, on relève trois régions, dont la Normandie, où ce secteur connaît une évolution défavorable. Parmi elles, la Normandie est celle qui accuse du plus fort repli. Enfin, on constate pour le secteur de l'information et de la communication, dont les effectifs nationaux sont très concentrés en région parisienne (plus de 50%), une diminution de 6,8% du nombre de salariés en Normandie contre une progression de 8,8% en France métropolitaine.

Variation de l'emploi salarié des activités tertiaires marchandes entre 2005T4 et 2015T4								
Code couleur : < à Fr. métr. France métr. > à Fr. métr.	Activités financières & assurance	Activités immobilières	Autres activités de services	Commerce ; réparation auto. & moto.	Hébergement & restauration	Activités/services scientifiques, tech, administratif & soutien	Information & communication	Transport & entreposage
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	+0,4%	-2,4%	+12,6%	-2,7%	+9,0%	+12,1%	-2,1%	-10,4%
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	+13,1%	+1,2%	+14,6%	+1,9%	+21,0%	+13,1%	+9,4%	-1,2%
Auvergne-Rhône-Alpes	+9,4%	+7,5%	+9,3%	+3,8%	+16,5%	+20,8%	+20,1%	-0,8%
Bourgogne-Franche-Comté	-4,5%	-4,0%	+10,6%	-1,4%	+2,0%	+19,5%	-15,5%	-6,5%
Bretagne	+14,3%	+0,5%	+7,9%	+2,2%	+11,6%	+26,0%	+26,7%	+1,6%
Centre	+3,4%	+2,3%	+16,0%	-2,8%	+6,0%	+16,1%	-7,6%	-6,1%
Corse	+32,8%	+41,2%	+9,4%	+10,3%	+37,4%	+27,6%	-11,9%	+1,2%
Île-de-France	+3,4%	+5,4%	+17,1%	+1,0%	+14,0%	+13,5%	+4,5%	+1,3%
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	+15,8%	+2,7%	+10,8%	+2,4%	+15,9%	+23,3%	+16,9%	+1,8%
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	+7,9%	+3,1%	+13,7%	-2,7%	+14,8%	+19,1%	+22,5%	-0,6%
<b>Normandie</b>	+6,6%	-6,0%	+5,8%	+0,1%	+10,2%	+9,8%	-6,8%	-3,9%
Pays de la Loire	+12,8%	+4,0%	+12,2%	+5,0%	+15,7%	+25,0%	+33,7%	+3,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	+15,0%	+0,2%	+1,4%	+0,7%	+10,5%	+11,0%	+15,3%	+0,5%
France métr.	+7,0%	+3,0%	+12,0%	+0,9%	+13,6%	+16,1%	+8,8%	-1,0%

Nomenclature A17 (GZ;HZ;JZ;KZ;LZ;MN;RU) - Secteur marchand non agricole, hors particuliers employeurs Source : Insee (données CVS)

## Les effectifs salariés des activités tertiaires marchandes par zone d'emploi



- Activités immobilières
- Transport et entreposage
- Autres activités de services
- Hébergement et restauration
- Information et communication
- Activités financières et d'assurance
- Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
- Activités scientifiques & techniques ; services ad. & de soutien

### Les effectifs salariés des activités tertiaires marchandes par département en 2015T4

Département	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	Information et communication	Autres activités de services	Transport et entreposage	Activités financières et d'assurance	Activités immobilières	Hébergement et restauration	Ensemble
<b>Calvados</b>	33 286	2 262	19 520	2 953	12 227	8 177	13 521	10 539
Evolution 2005T4-2015T4	-2,1%	-5,6%	+20,7%	-8,1%	+13,2%	+8,6%	+3,0%	+5,1%
<b>Eure</b>	20 510	1 267	10 462	1 524	5 483	2 857	8 442	4 777
Evolution 2005T4-2015T4	+2,4%	-2,4%	-13,0%	-14,9%	+8,0%	-1,0%	-9,2%	+4,3%
<b>Manche</b>	21 658	900	9 172	1 364	5 230	2 826	5 444	5 958
Evolution 2005T4-2015T4	+8,1%	-11,1%	+3,9%	-9,1%	+9,8%	-9,4%	-3,0%	+14,9%
<b>Orne</b>	10 758	562	3 875	445	2 431	1 845	4 040	3 164
Evolution 2005T4-2015T4	-2,7%	-19,1%	-4,7%	-23,2%	+3,6%	-7,2%	-3,5%	+2,4%
<b>Seine-Maritime</b>	52 070	4 583	40 155	5 013	13 714	13 930	36 161	14 067
Evolution 2005T4-2015T4	-1,8%	-4,3%	+15,8%	-0,4%	+9,8%	+13,4%	-5,1%	+4,2%
<b>Normandie</b>	138 282	9 574	83 183	11 299	39 083	29 635	67 609	38 505
Evolution 2005T4-2015T4	+0,1%	-6,0%	+9,8%	-6,8%	+10,2%	+6,6%	-3,9%	+5,8%
<b>France métro.</b>	3 024 064	233 634	2 476 925	712 859	1 008 132	854 302	1 340 690	837 136
Evolution 2005T4-2015T4	+0,9%	+3,0%	+16,1%	+8,8%	+13,6%	+7,0%	-1,0%	+12,0%

Nomenclature A17 - Secteur marchand non agricole, hors particuliers employeurs  
 Source : Insee (données CVS)

# Une crise qui persiste dans le secteur de la construction

Dynamique depuis la fin des années 1990, on note une augmentation constante des effectifs du BTP jusqu'en 2008, année qui marque un point haut avec plus de 86 400 salariés en Normandie. Depuis la crise financière de 2008, le secteur doit faire face à un affaiblissement constant de la demande. Cette conjoncture défavorable s'est traduite en région par une diminution de 16,2% du nombre de salariés entre 2008 et 2015, contre -12,2% en France métropolitaine. Malgré une dégradation plus contenue en 2011 (-0,9%), l'année 2012 accuse un nouveau recul (-2,2%) qui s'intensifie les années suivantes.

## Un recours croissant au dispositif d'activité partielle

Le nombre d'heures autorisées d'activité partielle accordé au BTP a été multiplié par trois entre 2013 et 2014, et par deux entre 2014 et 2015. De la sorte, la part du BTP dans l'ensemble des heures autorisées en Normandie, qui s'élevait en moyenne à moins de 4% jusqu'à 2013, est passée à 23,8% en 2014 et 44,0% en 2015.

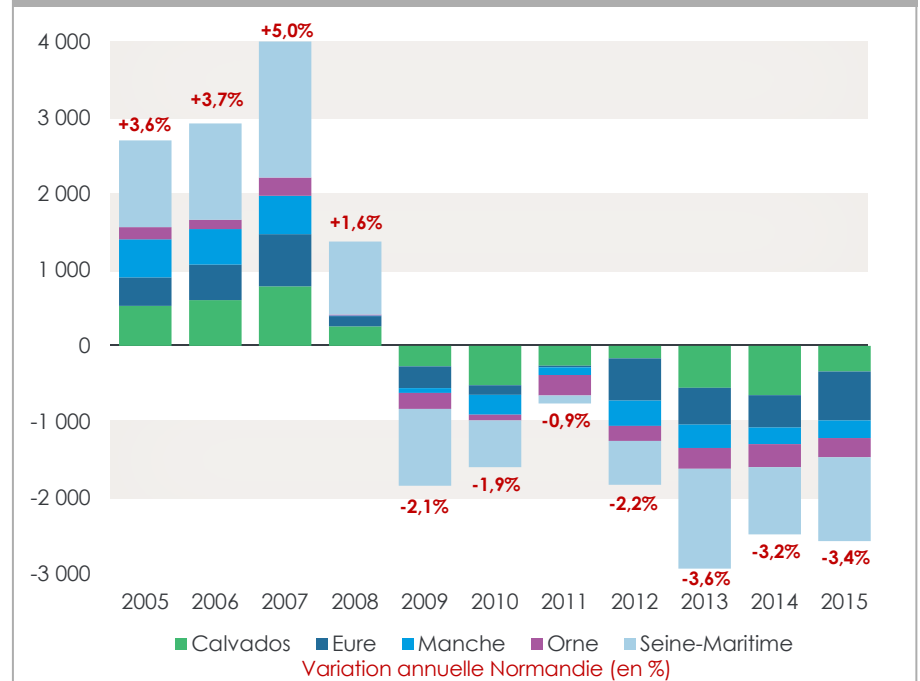
Cette augmentation significative sur les deux dernières années s'explique en partie par un recours plus conséquent à ce dispositif de la part du secteur des travaux publics (46% des heures autorisées au secteur du BTP en 2014 et 34% en 2015). Cette augmentation est à mettre en perspective avec la diminution des dotations de l'Etat aux collectivités locales, la branche des travaux publics étant très dépendante de la commande publique. Si des signes de reprise apparaissent, seul le secteur du bâtiment semble en profiter, notamment avec une hausse des autorisations de construction de logements.

Variation des effectifs de la construction entre 2005T4 et 2015T4

	2015T4		Evolution 2005T4-2015T4		Evolution 2014T4-2015T4	
	salariés	part (%)	%	salariés	%	salariés
Calvados	14 140	19,5%	-7,2%	-1 102	-2,3%	-337
Eure	10 191	14,1%	-10,9%	-1 250	-5,9%	-641
Manche	12 521	17,3%	-4,1%	-531	-1,8%	-233
Orne	5 640	7,8%	-17,7%	-1 213	-4,3%	-251
Seine-Maritime	29 945	41,3%	-4,8%	-1 510	-3,6%	-1 104
Normandie	72 437	100%	-7,2%	-5 606	-3,4%	-2 567
France métr.	1 314 504	-	-4,2%	-57 098	-2,6%	-34 453

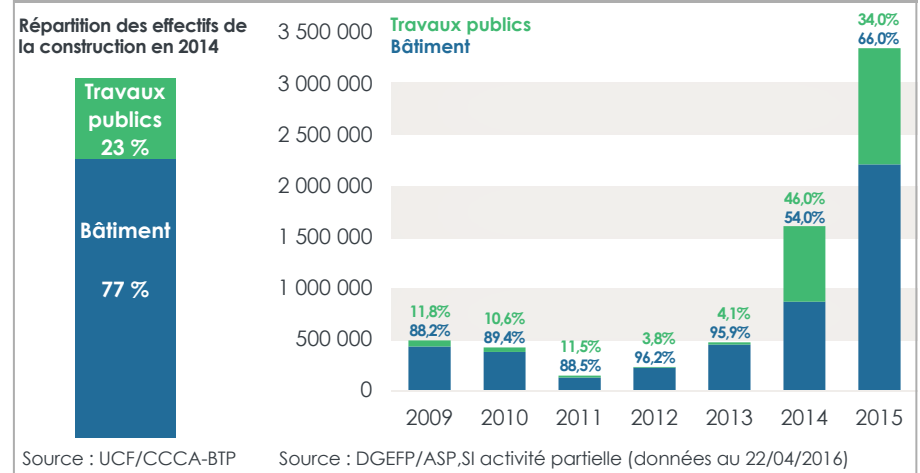
Source : Insee (données CVS)

Variation des effectifs de la construction entre 2005T4 et 2015T4



Source : Insee (données CVS)

Volume d'heures d'activité partielle autorisées au secteur de la construction entre 2009 et 2015 (Travaux publics et bâtiment)



Source : UCF/CCCA-BTP

Source : DGEFP/ASP, SI activité partielle (données au 22/04/2016)

# 2005-2015 : l'emploi temporaire en baisse et marqué par une surreprésentation de l'industrie

Le volume d'emploi intérimaire diminue entre 2005 et 2015 de 11,2% en Normandie contre -3,1% en France métropolitaine. L'ensemble des secteurs d'activité est concerné par ce repli, et aucun d'entre eux ne retrouve le volume d'emploi intérimaire atteint avant la crise financière de 2008.

## Un emploi intérimaire sur deux relève de l'industrie

Pour s'assurer une certaine flexibilité face aux aléas économiques et aux à-coups de la production, l'industrie a recours à un grand volume d'emploi intérimaire (18 800 équivalent-emplois temps plein en 2015 soit plus de la moitié des effectifs d'intérimaires en Normandie). Entre 2005 et 2015, le volume d'emploi intérimaire dans ce secteur accuse un important recul, -11,7% (contre -13,6% en France métropolitaine), c'est notamment le cas de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines avec -54,6% (-1 870 ETP). Face à l'importance de l'industrie dans le travail temporaire en Normandie, le

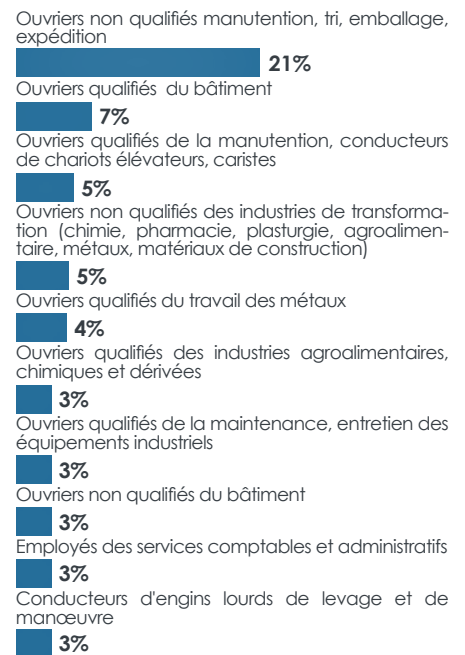
tertiaire marchand est de fait sous-représenté. Comptabilisant 6 200 ETP en 2015, le volume d'emploi intérimaire relevant des services marchands a progressé de 0,2% entre 2005 et 2015. Néanmoins, cette augmentation est inférieure de 9,5 points à celle relevée pour la France métropolitaine, et s'avère même être la plus faible évolution observée parmi les régions métropolitaines. Ne représentant que 6,4% du volume total d'emploi intérimaire en 2015, contre 10,2% en France métropolitaine, le secteur du commerce est sous-représenté en région. De surcroît, entre 2005 et 2015, ce secteur apparaît peu dynamique en Normandie, avec une diminution du nombre d'ETP de 15,7% contre +5,3% en France métropolitaine.

## Fort recul de l'emploi intérimaire dans la construction

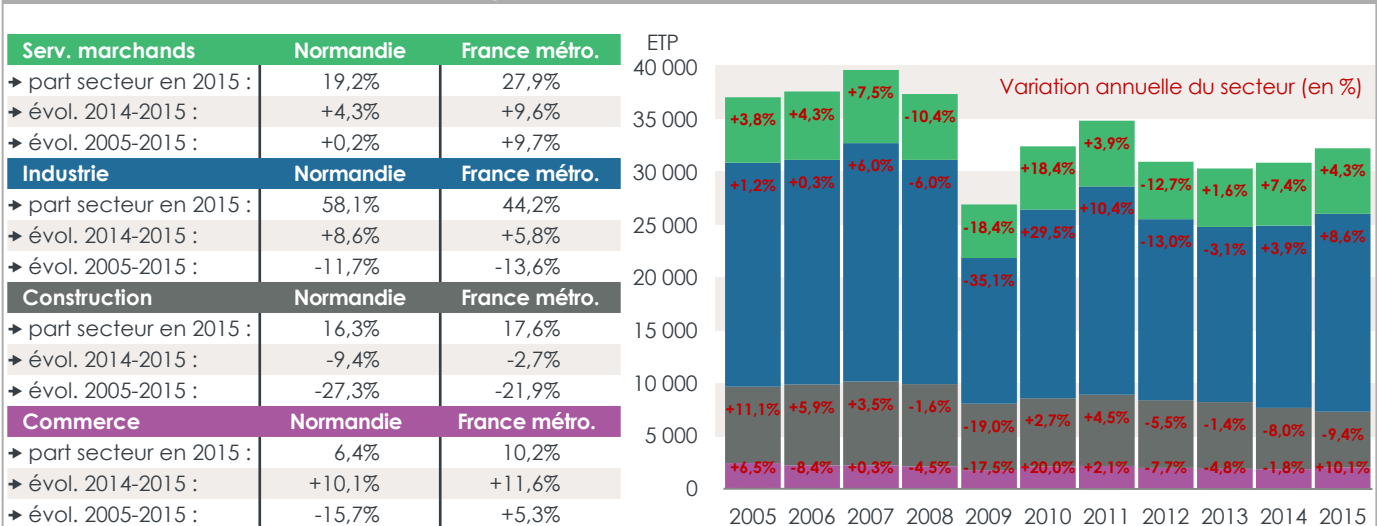
Le secteur de la construction a quant à lui employé 5 200 ETP en moyenne en 2015. Parmi les grands secteurs d'activité sur les dix dernières années, c'est celui pour lequel on enregistre le plus fort

recul du volume d'emploi intérimaire, -27,3% contre -21,9% en France métropolitaine. En diminution constante depuis 2012, c'est le seul grand secteur pour lequel on observe, en 2015, un recul (-550 ETP).

### Les 10 premiers métiers en intérim en volume d'emploi (en ETP) en 2014



L'emploi intérimaire en ETP entre 2005 et 2015 par grands secteurs d'activité



Equivalent-emplois à temps plein sur l'année (ETP) : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées d'une année. On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée de volume moyen d'intérim sur l'année.

Données brute - estimation mensuelle moyenne sur l'année  
Source : Dares



# Une situation du marché du travail contrastée en 2015

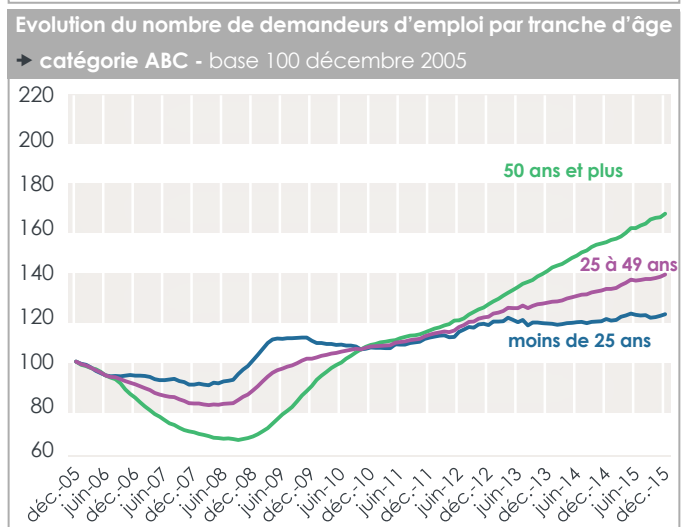
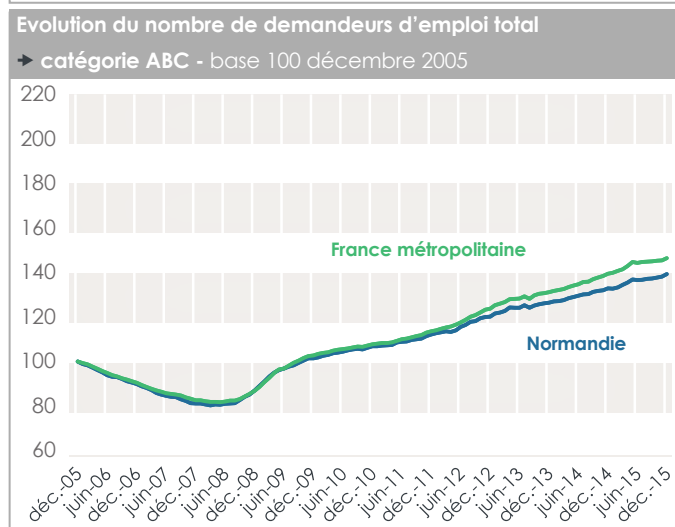
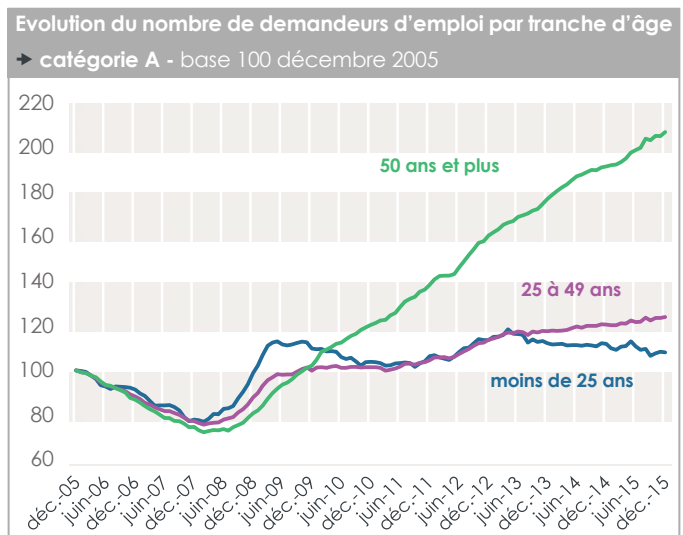
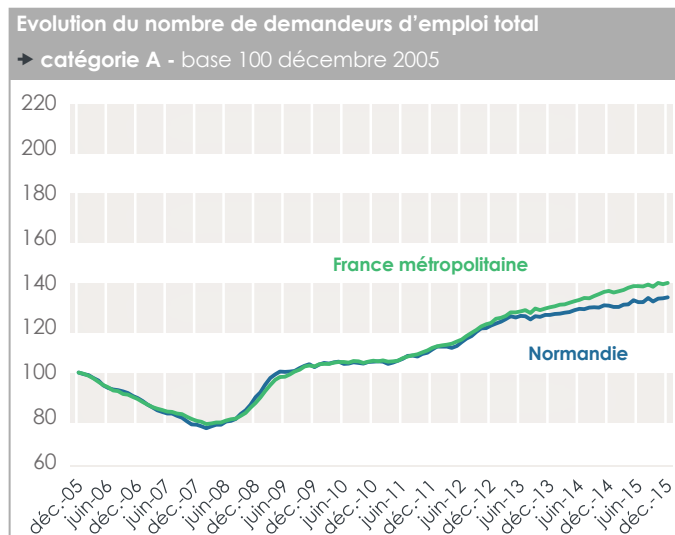
Fin 2015, 290 900 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles étaient inscrits à Pôle emploi en Normandie (catégories A, B, C), dont 181 600 n'avaient exercé aucune activité au cours du mois de décembre 2015 (catégorie A). La demande d'emploi de catégories A, B, C a continué de progresser dans la région (+ 4,8%), tendance égale à celle de l'année 2014 (+ 4,9%). Le nombre de personnes inscrites, dans la seule catégorie A, a progressé de 2,8%, après une hausse de 3,2% en 2014. Au total, depuis le début de la crise de 2008, 120 500 personnes supplémentaires sont inscrites en Normandie sur les listes de Pôle emploi en catégories A, B, C, parmi lesquelles 61% n'ont exercé aucune activité.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C augmente dans les cinq départements normands de façon comparable. Trois départements enregistrent une hausse

supérieure à la moyenne régionale : la Manche (+ 5,0%), l'Orne (+ 5,8%) et la Seine-Maritime (+ 4,9%). Le Calvados et l'Eure connaissent une hausse un peu moins importante, respectivement de 4,6% et + 4,2%. Parmi ces demandeurs d'emploi, ceux inscrits en catégorie A augmentent également dans les cinq départements.

### Baisse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi

En Normandie, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est stable sur 2015 pour les catégories A, B et C (+ 0,1% contre -0,5% en France métropolitaine) et diminue de 3,4% pour la catégorie A (-4,2% au niveau national). C'est le seul public qui connaisse une baisse sur l'année 2015. Le développement de mesures pour l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, apprentissage, etc.), fortement encouragé par les pouvoirs publics, permet de contenir le chômage des jeunes. Le nombre de seniors de 50 ans ou plus inscrits



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Direccte Normandie Données Corrigées des Variations Saisonnières (CVS)



à Pôle emploi est en revanche en forte hausse en 2015 (+ 8,5% en Normandie en catégorie A, B, C et + 8,1% en catégorie A). En 2015, 2,5 fois plus de seniors sont inscrits à Pôle emploi qu'en 2007. Les seniors représentent désormais quasiment le quart des inscrits en catégorie A, aussi bien en Normandie qu'en France métropolitaine.

## Près de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an

Comme les deux années précédentes, le chômage de courte durée (moins d'un an) croît faiblement en 2015 (+ 1,9%). A contrario, le chômage de longue durée (plus d'un an) progresse fortement sur l'année 2015 (+ 8,3%) et la hausse est deux fois plus forte (+ 15,8%) pour les inscrits depuis plus de trois ans. Fin décembre 2015, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an représentent la moitié

(47,0%) de l'effectif de la catégorie A, B, C dans la région. Un quart (26,6%) des demandeurs d'emploi est inscrit à Pôle emploi depuis plus de deux ans et 16,4% depuis plus de trois ans. Ces parts ne cessent de progresser depuis sept ans.

Les emplois aidés favorisent l'accès ou le retour à l'emploi des publics confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. En 2015, plus de 23 000 personnes bénéficient d'un contrat aidé dans la région, en contrat unique d'insertion ou en emploi d'avenir. Ces deux dispositifs jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'exclusion et ciblent en particulier le public jeune, senior, les demandeurs d'emploi de longue durée, les travailleurs handicapés et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. Par ailleurs, plus de 14 000 jeunes sont entrés en contrat d'apprentissage en 2015.

## Répartition des demandeurs d'emploi des catégories ABC par domaine professionnel

Note de lecture : 12 domaines professionnels (sur 110) concentrent plus de 55 % des demandeurs d'emploi normands (période de référence décembre 2015). Le domaine de l'aide à la vie quotidienne regroupe 11,1 % des demandeurs d'emploi. Au sein de ce domaine, le métier d'assistant(e) auprès d'enfant est le plus recherché, il rassemble 5,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi normands.

### 11,1 % (Fr. Métro 9,7 %) Aide à la vie quotidienne

- ① 5,3% Assistance auprès d'enfants
- ② 3,4% Services domestiques
- ③ 2,1% Assistance auprès d'adultes

### 6,4 % (Fr. Métro 6,7 %) Secrétariat et assistance

- ① 2,4% Secrétariat
- ② 1,2% Agent administratif
- ③ 1,0% Accueil et renseignements

### 5,4 % (Fr. Métro 5,4 %) Commerce non alimentaire et prestations de confort

- ① 2,4% Vente habil. & accessoires
- ② 0,7% Vente en déco.et équip. du foyer
- ③ 0,5% Coiffure

### 5,3 % (Fr. Métro 5,1 %) Magasinage, manutention des charges et déménagement

- ① 2,6% Magasinage & prépa. commande
- ② 1,5% Manutention de charges
- ③ 1,2% Conduite engins dépla. charges

### 4,8 % (Fr. Métro 4,5 %) Second oeuvre

- ① 1,3% Peinture en bâtiment
- ② 0,9% Électricité bâtiment
- ③ 0,7% Install. équip. sanitaires & therm.

### 4,5 % (Fr. Métro 4,0 %) Nettoyage et propreté industriels

- ① 4,4% Nettoyage de locaux
- ② 0,1% Blanchisserie industrielle

### 3,4 % (Fr. Métro 3,4 %) Grande distribution

- ① 1,8% Mise en rayon libre-service
- ② 1,2% Hôte de caisse
- ③ 0,1% Animation de vente

### 3,2 % (Fr. Métro 3,5 %) Production culinaire

- ① 1,4% Cuisinier
- ② 0,7% Employé polyvalent de restaur.
- ③ 0,9% Plongeur en restauration

### 3,2 % (Fr. Métro 2,3 %) Mécanique, travail métaux et outillage

- ① 0,8% Montage - assemblage méca.
- ② 0,5% Soudeur manuel
- ③ 0,3% Conduite d'équip. d'usage

### 3,1 % (Fr. Métro 1,7 %) Préparation et conditionnement

- ① 2,6% Opé. manu. assemblage, tri/ emballage
- ② 0,6% Conduite équipements conditionnement

### 3,1 % (Fr. Métro 2,9 %) Travaux et gros oeuvre

- ① 1,4% Maçonnerie
- ② 1,1% Manoeuvre du gros oeuvre & TP
- ③ 0,4% Construction en béton

### 3,1 % (Fr. Métro 3,4%) Personnel de conduite du transport routier

- ① 1,4% Conduite de transport de marchandises sur longue distance
- ② 1,2% Conduite et livraison par tournées sur courte distance
- ③ 0,3% Conduite de transport en commun sur route

## Répartition des demandeurs d'emploi des catégories ABC par niveau de formation

Niveau supérieur à Bac+2	Niveau Bac+2	Niveau Bac
8,1% Normandie 12,9% France métropolitaine	9,2% Normandie 11,2% France métropolitaine	20,9% Normandie 21,7% France métropolitaine
10,1% Calvados 6,6% Eure 7,4% Manche 5,8% Orne 8,5% Seine-Maritime	9,7% Calvados 9,0% Eure 9,4% Manche 8,1% Orne 9,3% Seine-Maritime	20,5% Calvados 21,1% Eure 20,5% Manche 19,1% Orne 21,6% Seine-Maritime
Niveau BEP, CAP	Niveau CEP, BEPC	Niveau inférieur au CEP, BEPC
43,5% Normandie 37,4% France métropolitaine	7,1% Normandie 6,5% France métropolitaine	11,0% Normandie 10,3% France métropolitaine
41,7% Calvados 43,7% Eure 47,4% Manche 47,9% Orne 42,4% Seine-Maritime	6,3% Calvados 8,3% Eure 6,4% Manche 7,2% Orne 7,2% Seine-Maritime	11,7% Calvados 11,4% Eure 8,8% Manche 11,9% Orne 11,1% Seine-Maritime

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi, catégorie ABC, en décembre 2015  
Nomenclature ROME - données brutes  
Source : Pôle emploi - Dares

## Répartition des demandeurs d'emploi des catégories ABC par qualification

Cadres	Agents de maîtrise	Techniciens, dessinateurs
3,7% Normandie 5,9% France métropolitaine	1,9% Normandie 2,6% France métropolitaine	4,2% Normandie 4,9% France métropolitaine
4,3% Calvados 4,0% Eure 3,1% Manche 2,5% Orne 3,7% Seine-Maritime	2,3% Calvados 2,1% Eure 1,5% Manche 1,3% Orne 1,8% Seine-Maritime	4,7% Calvados 3,7% Eure 4,8% Manche 4,4% Orne 4,0% Seine-Maritime
Employés qualifiés	Employés non qualifiés	Ouvriers qualifiés (OP3-OHQ)
43,2% Normandie 45,2% France métropolitaine	21,1% Normandie 19,5% France métropolitaine	3,6% Normandie 3,5% France métropolitaine
44,7% Calvados 41,4% Eure 43,4% Manche 40,0% Orne 43,9% Seine-Maritime	21,7% Calvados 20,1% Eure 21,8% Manche 20,7% Orne 21,2% Seine-Maritime	2,7% Calvados 4,1% Eure 4,0% Manche 2,9% Orne 3,8% Seine-Maritime
Ouvriers qualifiés (OP1-OP2)	Ouvriers spécialisés (OS1-OS2)	Mancœuvres
11,0% Normandie 8,9% France métropolitaine	7,6% Normandie 6,3% France métropolitaine	3,6% Normandie 3,1% France métropolitaine
9,6% Calvados 11,8% Eure 12,0% Manche 11,8% Orne 10,8% Seine-Maritime	6,5% Calvados 9,4% Eure 6,1% Manche 11,4% Orne 7,0% Seine-Maritime	3,5% Calvados 3,3% Eure 3,3% Manche 4,9% Orne 3,8% Seine-Maritime

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi, catégorie ABC, en décembre 2015  
Nomenclature ROME - données brutes  
Source : Pôle emploi - Dares

## Un taux de chômage en retrait en 2015

Le taux de chômage normand au sens du BIT recule de 0,2 point sur un an, et s'élève à 10,2% (10,0% au niveau national). En effet, la hausse de la population active est plus importante que l'augmentation du nombre de chômeurs. Les évolutions par département varient entre une baisse de 0,3 point dans la Manche à une légère hausse de 0,1 point dans l'Orne.

Les départements les plus touchés par le chômage sont la Seine-Maritime (11,3%) et l'Eure (10,5%) puis le Calvados (9,8%), l'Orne (9,6%) et enfin la Manche (8,2%). La région Normandie présente le 5<sup>e</sup> taux de chômage le plus élevé des 13 régions de France métropolitaine.

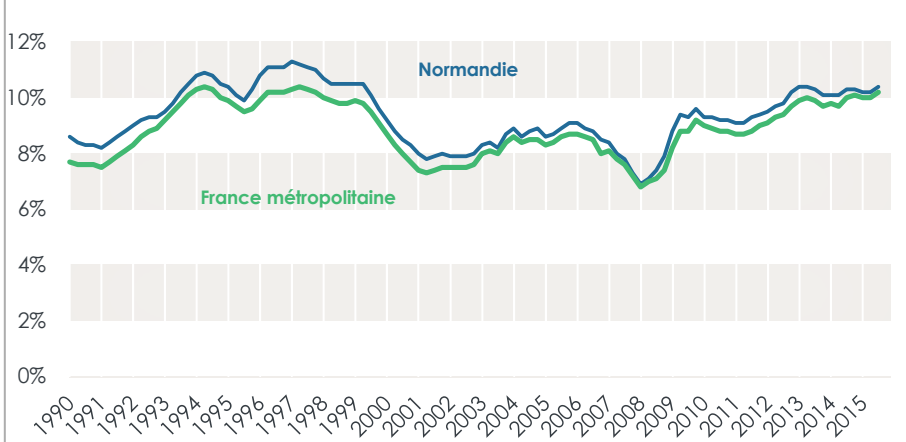
## La demande d'activité partielle augmente en 2015

Le recours à l'activité partielle est un outil important pour préserver l'emploi dans un contexte économique difficile. Plus de 8 700 000 heures d'activité partielle ont été autorisées sur les 5 départements Normands en 2015, volume en hausse de 30% sur un an. Néanmoins, le niveau reste bas si on le compare à celui observé en 2008-

2009. Sur ces heures autorisées, seules 17% ont été réellement consommées par les entreprises de la région en 2015. L'entreposage et services auxiliaires

des transports, les travaux de construction spécialisés et l'industrie automobile sont les trois principaux secteurs concernés.

Évolution trimestrielle du taux de chômage depuis 1990



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT

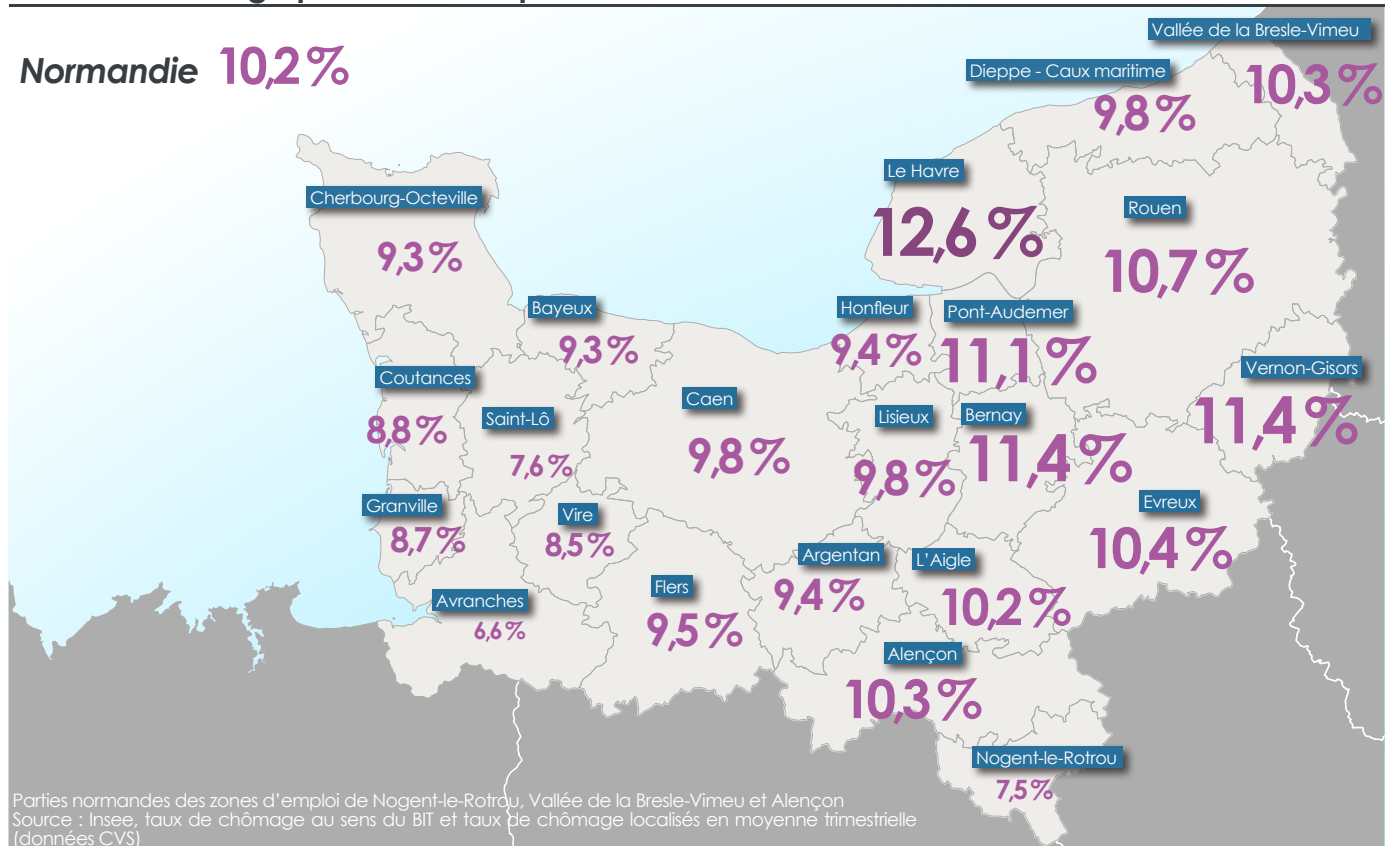
## Taux de chômage par département

	2015-T4 (p)	2015-T3	2014-T4	Évolutions 2015-T4/2014-T4 (en points de %)
Calvados	9,8%	10,0%	10,0%	-0,2
Eure	10,5%	10,6%	10,7%	-0,2
Manche	8,2%	8,4%	8,5%	-0,3
Orne	9,6%	9,6%	9,5%	+0,1
Seine-Maritime	11,3%	11,3%	11,3%	0,0
Normandie	10,2%	10,3%	10,4%	-0,2
France métropolitaine	10,0%	10,1%	10,1%	-0,1

(p) Les données du dernier trimestre sont provisoires

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT

## Taux de chômage par zone d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2015



Parties normandes des zones d'emploi de Nogent-le-Rotrou, Vallée de la Bresle-Vimeu et Alençon  
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (données CVS)

